

En Picardie, on cultive la liberté retrouvée

Des maisons de transition pour détenus en fin de peine verront bientôt le jour chez nous. En France, l'expérience de Moyembrie est concluante.

Dans les cageots en bois alignés dans l'obscur annexe de l'exploitation agricole, les radis noirs en surpopulation jouent des coudes avec les betteraves et les carottes gros calibre. Comme chaque matin, c'est Philippe, un colosse de 47 ans qui garnit les paniers bio et de saison qui seront livrés aux clients de la ferme. Un geste qu'il répète quotidiennement depuis son arrivée à Moyembrie en août dernier.

Et pour une dizaine de jours encore. « Ça y est. J'ai trouvé du boulot à Dunkerque. Chez Auchan », lance ce père de quatre marmots en enfouissant ses mains robustes dans les légumes terreaux. Un boulot et aussi un logement, qu'il partagera avec sa nouvelle compagne rencontrée sur le Net. « Dans ma tête, je suis déjà parti », sourit timidement celui qui vient de passer les quatre dernières années derrière les barreaux.

Une respiration, un sas de décompression après la case prison, c'est ce que Philippe espérait trouver lorsqu'il a soumis sa candidature à l'équipe de la maison de transition pour détenus en fin de peine. Car à l'instar des autres résidents – des hommes uniquement – qui ont intégré la ferme de Moyembrie, Philippe a été casté. Pas pour participer à une émission de télé-réalité, mais pour intégrer un projet unique en France qui permet chaque année à une poignée de prisonniers de purger leurs derniers mois au grand air. Une fleur que le tribunal d'application des peines ne fait qu'à ceux qui témoignent d'une réelle volonté de réinsertion, après évaluation par le personnel de la ferme et la direction de la prison.

Nouvelle vie, clé sur porte

Niché dans la bourgade verdoyante de Coucy-le-Château-Auffrique, en Picardie, le domaine agricole de Moyembrie s'étire sur 22 hectares. On y produit des œufs, des légumes bio et du fromage un peu fort que les détenus vendent durant leur perm' sur les marchés de la région. Rattachée depuis 2009 au réseau

Emmaüs France, la maison de transition dépend à la fois du ministère français de la Justice et de l'Économie, étant donné que les détenus qui y travaillent sont sous CDD. Ici, point de murs ni de grille, mais des espaces boisés à perte de vue. Le matin, le pas des encadrants dans les couloirs de la bâtisse a remplacé celui des gardiens ; le chant du coq, le bruit des clés dans les serrures.

« Au début, ce n'était pas si évident... », se lance Roger, la cinquantaine, condamné à quatre ans de réclusion. Plutôt taiseux de nature, il ne s'étendra pas sur son parcours. « En prison, on me surveillait 24 h/24. Du coup, les premières nuits, je ne dormais pas bien. Ça me faisait bizarre de voir cette clé sur la porte. De ne pas devoir demander l'autorisation pour sortir de la chambre. »

Roger est moins chanceux que Philippe : aucun employeur n'a encore accepté de l'engager. « J'ai été peintre en bâtiment mais sinon, je n'ai pas vraiment de métier dans les mains. Pas de qualification. Heureusement, j'ai pu mettre un peu de côté depuis que je suis ici. »

« On ne connaît rien de leur passé »

À Moyembrie, la matinée est consacrée au travail à la ferme, l'après-midi à la recherche d'emploi et de logement. Avec un réseau de bénévoles (médecins, comptables...), les encadrants de la ferme tentent, jour après jour, de remettre en selle ces délinquants qui peinent à se projeter dans le futur et appréhendent le retour à la vie active.

« On sait que pour certains, la sortie fait peur. Donc, on a envie qu'ils se

sentent ici chez eux... Mais pas trop longtemps », expose Éric, chargé de nous briefer avant l'heure du déjeuner que les détenus prennent ensemble. C'est le règlement qui l'impose.

« En prison, c'est chacun pour sa gueule. Alors qu'ici, on vit comme une famille. Mais on ne fait pas non plus dans l'assistanat. Au début, quand ils

arrivent, ils attendent tout de nous. Or, ce qu'on leur propose c'est du travail, pas de l'occupationnel. Derrière, il y a des clients à livrer ! Le travail de la terre, c'est d'ailleurs un vrai parti pris. C'est du vivant et on voit le résultat. On apprend à accepter d'être dépendant du temps. Et puis il y a des animaux. Ça, c'est plus pour l'aspect affectif. »

Car les murs psychologiques que se sont construits les détenus sont souvent difficiles à abattre. « On ne connaît rien de leur passé. On ne veut même pas savoir », assure le placide encadrant. Bien sûr, il arrive qu'un détenu ressente le besoin de se confier sur ce qui l'a conduit en prison, mais c'est généralement vers un membre du personnel qu'il se tournera, rarement vers un co-détenu.

L'expérience à Moyembrie est un échec pour un résident sur dix. « Au début, ils trouvent ça génial. Mais après cinq ou six mois, ils se rendent compte qu'ici aussi, il y a des règles, des interdits. Ils sont pourtant bien au courant des règles. Ils savent que s'ils quittent le périmètre du domaine, c'est retour à la case prison. Il faut comprendre que certains sont déjà arrivés bien amochés en prison. D'autres n'ont jamais travaillé. C'est d'ailleurs de plus en plus le cas au sein de la population carcérale. »

Et puis il y a ceux qui se tiennent à carreau mais qui, à peine sortis de la ferme avec un job et un logement en vue, redeviennent de la mauvaise graine. Des cas de récidive rares mais qui sont autant de déceptions pour les encadrants, bien qu'ils ne cherchent pas forcément à savoir ce que sont devenus leurs pensionnaires.

Roger, en tout cas, assure qu'il ne déconnera plus. Dans 24 heures, il sera libre comme l'air. Une fin d'écroû, un an après son arrivée à la maison de transition, qu'il semble vivre sereinement. D'autant qu'il n'est pas contraint de quitter le domaine sur-le-champ. Il pourra rester le temps de trouver un boulot. Après : c'est sans filet. ■

LUDIVINE PONCIAU

RÉACTION

« Éviter la récidive »

En Belgique, des maisons de transition chapeautées par le SPF Justice verront bientôt le jour. Mais le concept développé à Moyembrie intéresse également le ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rachid Madrane, qui a visité les lieux.

Qu'êtes-vous venu chercher ?

L'inspiration ?

J'ai hérité du service d'aide aux détenus, aux justiciables et de l'aide à la

justice. Chez nous, à l'heure actuelle, il n'existe pas de sas entre l'incarcération et la reprise de la vie en société. Tout ce temps que les détenus passent en prison n'est pas mis à profit pour préparer leur sortie. En 2015, nous avons déjà visité deux autres centres de transition qui sont assez différents de ce qui se fait ici. On essaye de voir ce qui pourrait être réalisé chez nous.

Actuellement, un détenu qui sort de prison est livré à lui-même...

Nos services d'accompagnement se rendent en prison, mais uniquement sur base volontaire. C'est au détenu d'en faire la demande. Or, à leur sortie, tous les détenus n'ont pas

forcément de famille pour les accueillir. Beaucoup ont rompu les liens familiaux et sociaux. Ou ont été radiés des registres de la commune. Et c'est le parcours du combattant qui commence. Il faut favoriser la réinsertion pour éviter la récidive et protéger ainsi la société.

Quel modèle de maison de transition imaginez-vous ?

J'ai plutôt en tête un modèle urbain. Une maison de transit qui collaborerait avec du milieu associatif, avec des sociétés immobilières pour la recherche de logements, avec Bruxelles-Formation pour les aider à passer le permis de conduire. En tout cas, la réponse doit être transversale.

L. PO.

le témoin « Effacer le schéma carcéral »

On sait que ça va être compliqué pour eux de reprendre une vie normale. On essaye de les guider, mais bon, après... ils sont libres de faire ce qu'ils veulent. » Christian parle d'expérience. Accueilli il y a quatre ans à Moyembrie après huit années derrière les barreaux, il y est revenu en tant que membre du personnel encadrant. En tant que modèle aussi pour les nouveaux arrivants. « Après cinq mois ici, j'avais passé mon permis, j'étais en relation avec une boîte d'intérim et j'avais repris contact avec mon fils. C'est l'occupation qui fait qu'on ne dérape pas. Et aujourd'hui, je m'épanouis dans mon travail », se félicite cet « enfant de la Dass » au parcours chaotique. « Je ne

suis pas né avec une cuillère en argent. Je n'avais aucun bagage et j'essayais de trouver ma voie. A 18 ans, j'ai voulu prendre mon envol : ça a été catastrophique. Je squattais chez des connaissances... », retrace Christian, planté dans le foin, entouré de biquettes. L'ex-détenu interrompt son récit. A Moyembrie, on tait ses conneries. « Après, j'étais tellement en colère contre la justice que par fierté je voulais aller jusqu'au bout de ma peine », reprend-il. Ce n'est d'ailleurs qu'à sa sortie de prison que Christian contacte la ferme, qui offre également son aide à quelques ex-détenus sans accroches. Contrairement aux

autres résidents, ces derniers peuvent sortir du domaine quand bon leur semble et partir de Moyembrie dès qu'ils se sentent prêts.

Christian, qui n'a connu que les foyers d'accueil et la taule, se montre particulièrement attentif aux rapports de force entre les détenus-fermiers. « Je vois bien que certains essayent de prendre le dessus, de reproduire le schéma carcéral. Qu'ils ne sont pas là pour se salir les mains dans la terre et qu'ils seront à un moment donné amenés à repartir. On accueille tout le monde, c'est pas ça. Mais les multirécidivistes, les dealers ou les braqueurs, non ! » ■

L. Po.